

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail- Patrie

ROAD FUND
(E.P.A.)



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

ROAD FUND
(P.A.C.)



COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHÉS
DU FONDS ROUTIER

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/AONO/FR/CIPM/2025 DU 06/01/2026 POUR LA FOURNITURE DES PRESTATIONS D'ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENTS, GLOBAL DOMMAGE, TOUS RISQUES INFORMATIQUES ET RESPONSABILITE CHEF D'ENTREPRISE AU FONDS ROUTIER

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU FONDS ROUTIER-EXERCICE 2026

1. Objet de l'Appel d'offres

L'Administrateur lance pour le compte du Fonds Routier pour l'exercice budgétaire 2026, un appel d'offres national ouvert pour la fourniture des prestations d'assurance individuelle accidents, global dommage, tous risques informatiques et responsabilité chef d'entreprise.

2. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter sont réparties en un lot unique constitué de l'assurance individuelle accidents, global dommage, tous risques informatiques et responsabilité chef d'entreprise.

3. Tranches

Les prestations objet du présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO) sont constituées d'une tranche unique. La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la présente prestation s'élève à dix millions (**10 000 000**) francs CFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai prévisionnel d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage est de douze (12) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres national ouvert est réservée aux compagnies d'assurance de droit camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les États membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA) et agréées par le Ministère en charge des Finances.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du Fonds Routier de l'exercice 2026, **imputation budgétaire : 9CP670CD40/A2P3A20001/670400, site 3.**

8. Mode de soumission

3



Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission établi par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAO, dont le montant s'élève à deux cent mille **(200 000) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La caution de soumission devra être conforme à la lettre circulaire n°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres pourra être consulté gratuitement aux heures ouvrables (08h 00 - 12h 30, et 14h 00 - 15h 30) au Fonds Routier sis au 12^{ème} étage de l'immeuble SNI à Yaoundé (Courrier) porte 12-18, dès diffusion du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les bureaux du Fonds Routier sis à l'Immeuble SNI, 12ème étage, porte 12.18 –Tél. (237) 222.22.47.52 - Yaoundé - Cameroun, sur présentation d'une quittance de versement au compte d'affectation spécial CAS ARMP n° 33598860001-94 à la BICEC, d'un montant de **25 000 (Vingt-cinq mille) francs CFA**, non remboursable, représentant les frais d'acquisition du dossier. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : BP..... ; FAX ; TEL.....

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en **sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies** respectivement marquées comme tel devra parvenir au bureau du courrier porte 12-18, au plus tard le **06/02/2026 à 10 heures** locale et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/AONO/FR/CIPM/2025 DU 06/01/2026 POUR LA FOURNITURE DES PRESTATIONS D'ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENTS, GLOBAL DOMMAGE, TOUS RISQUES INFORMATIQUES ET RESPONSABILITE CHEF D'ENTREPRISE AU FONDS ROUTIER

"À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis ne respectant le nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La caution de soumission devra être conforme à la lettre circulaire n°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

14. Ouverture des plis

Les offres seront ouvertes en un temps par la Commission Interne de Passation des Marchés le **06/02/2026** à 11 heures, heure locale, dans la salle de conférences du Fonds Routier sis à l'immeuble SNI 13^{ème} étage porte 13-06, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprise. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critère d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants :



➤ **Responsabilité civile chef d'entreprise**

28. Deux (02) références justifiées (procès-verbaux de réception, première et dernière page du contrat) ;
29. Description détaillée des garanties offertes.

➤ **Délai de réaction en cas de sinistre**

30. Intervention sur le site du sinistre en 24 heures ;
31. Règlement du sinistre au plus 30 jours après réception du dossier complet.

➤ **Description de la procédure de règlement des sinistres**

32. Déclaration ;
33. Procès-verbal de constat ;
34. Estimation financière ;
35. Partage de responsabilité ;
36. Existence d'une disposition relative au taux de réduction en l'absence de sinistre ;
37. Taux de réduction de la prime accordée ;
38. Couverture des engagements règlementés (2022/2023/2024) $\geq 100\%$;
39. Couverture de la marge de solvabilité (2022/2023/2024) $\geq 100\%$;
40. Cadence de règlement (70% des sinistres payés au cours des cinq dernières années (2020/2021/2022/2023/2024) ;
41. Traités de réassurance (au moins quatre traités en cours) ;
42. Capacité du traité (au moins 500 millions) ;
43. Facilités accordées (au moins trois).

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et sont.

16. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre sera jugée la **moins-disante** conformément aux procédures décrites dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

17. Nombre maximum de lots :

Lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à part de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de l'Administrateur du Fonds Routier, à l'adresse ci-après BP 6221 ; TEL. 00 (237) 222 224 752.



I- Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif

- l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- la non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'agrément d'exercice de la profession d'assureur délivré par le MINFI ;
- la mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA.

NB : Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Une caution de soumission non-conforme à la lettre circulaire n°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics est irrecevable.

II-Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique

- une note technique inférieure à 34 « oui » sur 43;
- la présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- l'absence du CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention « lu et approuvé ».

III- Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière

- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE);
- Non-respect du modèle de soumission.

IV- Critères éliminatoires d'ordre général

- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- la non-conformité du mode de soumission.

15.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur la base binaire sur les 43 critères suivants :

➤ Individuel accident

1. Bonne présentation de l'offre (agencement par rapport aux stipulations du RPAO ; Reliure ; Lisibilité) ;
2. Représentativité dans chacun des trois réseaux routiers :
 - Réseau nord (Nord, Adamaoua, Extrême Nord) ;
 - Réseau Sud (Est, Centre, Sud) ;
 - Réseau Ouest (Littoral, Ouest, Nord-ouest, Sud-ouest) ;



3. Deux (02) références justifiées (procès-verbaux de réception, première et dernière pages du contrat) ;
4. Description détaillée des garanties offertes ;
5. Délai de traitement des dossiers en cas de sinistre après saisine du L'Assureur < à 10 jours ;
6. Ancienneté du soumissionnaire dans la couverture des risques similaires > ou égal à 5 ans ;
7. Taux de réduction de la prime accordée inclus dans l'intervalle ci-après : $10\% < TR \leq 20\%$.

➤ **Globale dommages**

8. Deux (02) références justifiées (procès-verbaux de réception, première et dernière page du contrat) ;
9. Description détaillée des garanties offertes.

➤ **Délai de réaction en cas de sinistre**

10. Intervention sur le site du sinistre en 24 heures ;
11. Règlement du sinistre au plus 30 jours après réception du dossier complet

➤ **Description de la procédure de règlement des sinistres**

12. Estimation financière ;
13. Partage de responsabilité ;
14. Existence d'une disposition relative au taux de réduction en l'absence de sinistre ;
15. Taux de réduction de la prime accordée ;
16. Deux (02) références justifiées (procès-verbaux de réception, première et dernière page du contrat) ;
17. Description détaillée des garanties offertes

➤ **Tous risques informatiques**

18. Deux (02) références justifiées (procès-verbaux de réception, première et dernière pages du contrat) ;
19. Description détaillée des garanties offertes ;

➤ **Délai de réaction en cas de sinistre**

20. Intervention sur le site du sinistre en 24 heures ;
21. Règlement du sinistre au plus 30 jours après réception du dossier complet ;

➤ **Description de la procédure de règlement des sinistres**

22. Déclaration ;
23. Procès-verbal de constat ;
24. Estimation financière ;
25. Partage de responsabilité ;
26. Existence d'une disposition relative au taux de réduction en l'absence de sinistre ;
27. Taux de réduction de la prime accordée ;

74

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir contacter l'ARMP, le MINMAP, la CONAC (au numéro 1517) ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237)673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 05 JAN 2026

L'Administrateur

Aubin ESSAIE MOUSSA



Ampliations :

- ✓ MINMAP
- ✓ ARMP/Journal des projets
- ✓ CIPM/FR
- ✓ SOPECAM (pour publication)
- ✓ ARCHIVES
- ✓ AFFICHAGE
- ✓ MINMAP.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail- Patrie

ROAD FUND
(E.P.A.)



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

ROAD FUND
(P.A.C.)



ROAD FUND'S INTERNAL TENDERS
BOARD

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

**No. 001/AONO/FR/CIPM/2025 OF 06/01/2026 FOR THE PROVISION OF PERSONAL ACCIDENT,
COMPREHENSIVE, COMPUTER ALL RISKS AND MANAGEMENT LIABILITY INSURANCE SERVICES TO THE
ROAD FUND**

FINANCING: ROAD FUND OPERATING BUDGET- 2026 Financial Year

1. Purpose of the Call for Tenders

The Road Fund Administrator hereby issues, for the 2026 financial year, an Open National Call for Tenders for the provision of personal accident, comprehensive, computer all risks and management liability insurance services to the institution under his authority.

2. Scope of Services

The personal accident, comprehensive, computer all risks and management liability insurance services to be provided are in a single lot.

3. Phases

The services under this Call for Tender shall be provided in a single tranche. The scope of services is clearly defined in the Terms of Reference (ToR) of Tender Documents.

4. Estimated Cost

The estimated cost of this service is ten million **(10,000, 000)** CFA francs including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The estimated execution time frame set by the Project Owner is **twelve (12) months** with effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

This national call for tenders is open to insurance companies under Cameroonian law, established in Cameroon and meeting the conditions laid down by the regulations in force in the Member States of the Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA) and approved by the Ministry in charge of Finance.

7. Financing

The services under this call for Tenders will be financed by the Road Fund's budget for the 2026 financial year, line: 9CP670CD40/A2P3A20001/670400, site 3.

8. Bidding Method:



The bidding method chosen for this consultation is off-line.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose in their administrative documents, a bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts and listed in document 10 of Tender Documents, in the amount of two hundred thousand **(200,000)** CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the initial deadline for tenders validity.

The absence of bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, shall result in the outright rejection of the tender.

A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

The bid bond must comply with the provisions of Circular-Letter No. 000014/C/MINMAP/CAB of 23 July 2025, relating to the procedures for the constitution, consignment, retention, return and release of bonds for public contracts.

10. Consultation of Tender Documents

Tender documents may be consulted during working hours (8:00 - 12:30 and 2:00 - 3:30) at the Road Fund located on the 12th floor of the SNI Building in Yaounde (Mail service), Room 12-18, upon publication of this call for tenders.

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of Tender Documents may be obtained from the Road Fund, located at the SNI Building, 12th floor, Room 12.18 -Tel.: (237) 222.22.47.52- Yaounde-Cameroon, upon presentation of the receipt of payment into the earmarked account CAS ARMP No. 33598860001-94 at BICEC, of a non-refundable fee of **25,000 (twenty-five thousand) francs CFAF**, representing the cost of the file. When collecting the documents, tenderers shall be registered by indicating their full address: P.O. Box:; Fax:; Tel:

12. Submission of Tenders

Drafted in English or French and in **septuplicate (7)**, including **one (1) original and six (6) copies**, labelled as such, each tender shall be submitted at the Mail Bureau, Room 12-18 no later than **06/02/2026 at 10 a.m.**, local time, and shall bear the following:

**No. 001/AONO/FR/CIPM/2025 OF 06/01/2026 FOR THE PROVISION OF PERSONAL ACCIDENT,
COMPREHENSIVE, COMPUTER ALL RISKS AND MANAGEMENT LIABILITY INSURANCE SERVICES TO
THE ROAD FUND**

"To be opened only at the tender opening session."

13. Tender Compliance

Administrative documents, the technical and the financial offers must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The Project Owner shall reject tender for the following reasons:

- envelopes bearing details of the identity of tenderers;
- tenders submitted after the deadline for submission
- tenders without any indication of the identity of the tenderer;
- tenders that do not comply with the bidding method;
- failure to provide the number of copies indicated in the Special Tenders Regulation or tenders submitted without the original copy.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any possible petition.

A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

The bid bond must comply with the provisions of Circular-Letter No. 000014/C/MINMAP/CAB of 23 July 2025, relating to the procedures for the constitution, consignment, retention, return and release of bonds for public contracts.

14. Opening of Tenders

Tenders must be opened at once by the Internal Tenders Board on **06/02/2026 at 11a.m.**, local time, in the conference room of the Road Fund located at the SNI Building, 13th floor, Room 13-06, in the presence of tenderers or their duly authorised representatives.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated only person of their choice event in the event of a consortium. Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file when bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1. Eliminary Criteria

The eliminary criteria for this Call for Tenders are the following:

I- Eliminary criteria for the administrative File

- Absence or non-compliance of bid bond after the opening of tenders;

- Failure to submit, after the 48-hour extension period following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing from the administrative file;
- Absence of formal declaration that no contract has been abandoned over the past three years;
- Absence of authorisation to operate as an insurer issued by MINFI;
- If the tenderer has been put under temporary administration or receivership by the Central insurance supervisory authority in Sub-Saharan French speaking African countries (CIMA).

Note: A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected. A bid bond not complying with the provisions of Circular-Letter No. 000014/C/MINMAP/CAB of 23 July 2025, relating to the procedures for the constitution, consignment, retention, return and release of bonds for public contracts.

II-Eliminatory Criteria for the Technical Offer

- Technical score below 34 "yes" on 43;
- Presence of financial information in the technical offer;
- Absence of the special administrative clauses initialled on each page and signed, bearing "read and approved".

III- Eliminary Criteria for the Financial Offer

- Absence of a quantified unit price in the offer;
- Absence of an element of the financial offer (tender, UPS, BOQ);
- Non-compliance with the bidding model;

IV- General Eliminary Criteria

- False declarations, fraudulent practises or forgery;
- Non-compliance of the bidding model.

15.2 Essential Criteria:

Technical bids will be evaluated on a binary basis according to the following 43 criteria:

➤ Personal accident insurance

1. Proper presentation of the tender (ordering as regards the stipulations of the Special Tenders Regulation (STR); binding; legibility);
2. Representativeness in each of the three road networks:
 - Northern Network (North, Adamawa, Far North);
 - Southern Network (East, Centre, South);
 - Western Network (Littoral, West, North-West, South-West);
3. Two (2) justified references (acceptance reports, first and last pages of the contract);
4. Detailed description of guarantees offered;
5. Time limit for processing files in the event of loss after referral to the Insurer < 10 days;

6. Seniority of the tenderer in covering similar risks > or equal to 5 years;
7. Discount rate of the premium granted included in the following interval: $10\% < DR \leq 20\%$.

➤ **Comprehensive insurance**

8. Two (2) justified references (acceptance reports, first and last pages of the contract);
9. Detailed description of guarantees offered.

➤ **Response time limit in the event of loss**

10. Intervention on the loss site in 24 hours;
11. Settlement of claims at most 30 days after the submission of complete file.

➤ **Description of claims settlement procedure**

12. Financial estimate;
13. Sharing of responsibility;
14. Provision for discount rate in the absence of loss;
15. Discount rate of premium granted;
16. Two (2) justified references (acceptance reports, first and last pages of the contract);
17. Detailed description of guarantees offered

➤ **Computer all risk insurance**

18. Two (2) justified references (acceptance reports, first and last pages of the contract);
19. Detailed description of guarantees offered;

➤ **Response time limit in the event of loss**

20. Intervention on the loss site in 24 hours;
21. Settlement of claims at most 30 days after the submission of complete file;

➤ **Description of claims settlement procedure**

22. Putting in a claim;
23. Claim estimate report;
24. Financial estimate;
25. Sharing of responsibility;
26. Provision for discount rate in the absence of loss;
27. Discount rate of premium granted;

➤ **Management liability insurance**

28. Two (2) justified references (acceptance reports, first and last pages of the contract);
29. Detailed description of guarantees offered.

➤ **Response time limit in the event of loss**

30. Intervention on the loss site in 24 hours;

31. Settlement of claims at most 30 days after the submission of complete file.

➤ **Description of claims settlement procedure**

32. Claim;
33. Claim estimate report;
34. Financial estimate;
35. Sharing of responsibility;
36. Provision for discount rate in the absence of loss;
37. Discount rate of premium granted;
38. Coverage of regulated commitments (2022/2023/2024) $\geq 100\%$;
39. Coverage of solvency margin (2022/2023/2024) ≥ 100 ;
40. Settlement rate (70% of claims paid over the last five years (2020/2021/2022/2023/2024));
41. Reinsurance treaties (at least four in force);
42. Treaty capacity (at least 500 million);
43. Facilities granted (at least three).

Details are provided on criteria and essential sub-criteria in the Special Tenders Regulation.

16. Contract Award

The contract will be awarded to the **lowest bidder**, in accordance with the procedures described in these Tender Documents.

17. Maximum Number of Lots:

Single lot

18. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days, with effect from the tender submission deadline.

19. Additional Information

Additional information can be obtained from the Road Fund Administrator at the following address: P.O. Box 6221; Tel.: 00 (237) 222224752.

20. Fight Against Corruption and Malpractices

In the event of any attempted or corrupt practices, please call MINMAP, PCRA, CONAC (number 1517), or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.



Yaounde, 05 JAN 2026



The Administrator

Aubin ESSAÏE MOUSSA

True copies:

- ✓ MINMAP
- ✓ PCRA/project logbook
- ✓ CIPM/FR
- ✓ SOPECAM (for publication)
- ✓ ARCHIVES
- ✓ NOTICE BOARD
- ✓ MINMAP.

